

COMMISSION DE LA JUSTICE

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

du

van

MARDI 21 DÉCEMBRE 2010

DINSDAG 21 DECEMBER 2010

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 15 h 33 sous la présidence de M. Georges Gilkinet.

01 Question de M. Olivier Maingain au ministre de la Justice sur "les arriérés de paiement des frais de justice en matière répressive" (n° 1640)

01.01 Olivier Maingain (MR): Il y a des arriérés de paiement d'honoraires pour différents prestataires de services requis concourant à l'exercice de la justice.

Quelles sont les mesures que vous prenez, ou que vous avez prises, pour résorber ces arriérés?

01.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): Des réponses ont déjà été données sur la problématique des frais de justice. J'ai demandé à la présidente de la commission de pouvoir faire, au mois de janvier, un rapport à ce sujet.

Le service "frais de justice" compétent pour le paiement des prestataires de services n'a, à ce jour, aucun retard dans la liquidation des frais transmis par les parquets après taxation. Cela ne signifie pas pour autant que les parquets aient déjà transmis tous les documents à ce service.

Afin d'assurer le paiement des prestataires, jusqu'à la fin de l'année 2010, le budget a été augmenté de 8,21 millions d'euros par transfert interne au sein de l'administration. Une adaptation particulière du budget 2010 du service "frais de justice" a été obtenue à concurrence de 9,463 millions d'euros. Les frais de justice sont en constante augmentation, nous devons trouver des solutions structurelles.

01.03 Olivier Maingain (MR): S'il n'y a pas de retard au SPF Justice, le retard s'accumule parfois dans les parquets durant des mois et des mois!

01.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): C'est la raison pour laquelle nous recherchons un système, un *software* pour la totalité des parquets afin de gérer *on line*.

L'incident est clos.

Président: Olivier Maingain.

02 Questions jointes de

- M. Georges Gilkinet au ministre de la Justice sur "les leçons à tirer du jugement intervenu ce 10 décembre dans l'affaire KB Lux et les suites à lui donner" (n° 1756)

- Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "les conséquences du dossier KB Lux" (n° 1769)

02.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Ce 10 décembre, la cour d'appel de Bruxelles a déclaré irrecevables les pièces sur lesquelles le ministère public se basait dans le cadre de l'affaire KB Lux et déclaré les poursuites irrecevables, en contradiction avec la jurisprudence "Antigone" qui estime que les preuves matérielles peuvent être utilisées si les irrégularités ne constituent pas un délit et ne sont pas trop sérieuses. Cela constitue un très mauvais signal quant à la capacité de l'État à lutter contre la fraude fiscale.

Quelle est votre réaction à la suite de ce jugement et de la remise en cause de la jurisprudence dite "Antigone"? Quels ont été les arguments principaux mis en avant par l'avocat représentant l'État belge? Comment ont-ils été ajustés par rapport au jugement intervenu en première instance? L'État belge envisage-t-il d'introduire un recours en cassation? Quels sont les moyens sur lesquels un tel recours pourrait s'appuyer? Enfin, en ce qui concerne la lourde mise en cause du juge d'instruction chargé de l'affaire, estimez-vous acceptable qu'il n'ait pas été entendu? Qu'en est-il de son cas personnel? Comptez-vous entreprendre quelque démarche à son égard ou estimez-vous l'incident clos?

02.02 **Sophie De Wit** (N-VA): Quelles conclusions le ministre tire-t-il du dénouement de ce dossier?

02.03 **Stefaan De Clerck**, ministre (*Nederlands*): (*Pas de restitution de la première partie de la réponse du ministre – donnée hors micro*)

Présidente: Sarah Smeyers.

(En français) Il y aura des conséquences, mais ce ne sera possible qu'après une décision définitive. Le procureur général de Bruxelles m'a confirmé qu'un recours en cassation a été introduit dans cette affaire et que les questions relatives à d'éventuels problèmes disciplinaires paraissent dès lors prématurés.

Vos questions sont pertinentes. Il faut voir quelle sera la position de la Cour de cassation. De toute façon, la jurisprudence "Antigone" laisse toujours une certaine appréciation. Le fait qu'on n'ait pas appliqué Antigone "en faveur" veut dire que le dossier est considéré comme sérieux.

Je n'ai pas connaissance des conclusions qui ont été échangées par les avocats.

Quant aux moyens, il faut donc développer des arguments importants pour être discutés en cassation. Il leur appartient de développer ces thèses.

Dans l'hypothèse où ce serait confirmé en cassation, il faudra tirer les conclusions qui s'imposent. Si l'arrêt en cassation confirme qu'il y a eu des problèmes dans l'enquête, une telle "condamnation" ne peut rester sans suite.

(En néerlandais) Il apparaît clairement aussi que par le passé, les enquêtes sur des cas de fraude n'ont pas toujours été menées efficacement. Un travail important a été accompli sous la précédente législature en matière de lutte contre la fraude fiscale. Il faut poursuivre sur cette voie et le prochain gouvernement devra mettre les mesures en œuvre.

Je suis partisan de mesures plus radicales à l'égard de l'hyperspécialité. Il faut faire preuve de flexibilité pour conclure des accords et régler les choses dans un délai donné.

L'arrêt est très accablant. Il nous faut à présent attendre un arrêt de la Cour de cassation qui a estimé précédemment déjà que le juge. Leys ne porte aucune responsabilité.

02.04 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Je trouve que vous restez assez vague à ce stade. C'est une affaire qui mérite une implication des deux ministres concernés. Le ministre Reynders me répond que c'est la Justice dans le volet "enquête" qui est plus compétent que les Finances, dont le volet n'a pas été mis en cause.

Cela étant, je suis satisfait par le jusqu'au-boutisme de l'État. Vous relevez qu'il existe des éléments importants pour suivre cette voie. J'espère que l'État se donnera les moyens d'une argumentation susceptible de passer la rampe. Il faut absolument défendre cette jurisprudence "Antigone" dans le cadre général de la lutte contre la fraude fiscale.

L'incident est clos.

03 **Questions jointes de**

- **M. Servais Verherstraeten** au ministre de la Justice sur "les erreurs commises dans le cadre de l'enquête sur le meurtre d'Annick Van Uytzel" (n° 1707)
- **M. Bert Schoofs** au ministre de la Justice sur "les erreurs commises dans le cadre de l'enquête sur le meurtre d'Annick Van Uytzel" (n° 1746)
- **Mme Carina Van Cauter** au ministre de la Justice sur "le rapport du Comité P relatif à l'enquête sur le meurtre d'Annick Van Uytzel/Shana Appeltans & Kevin Paulus" (n° 1788)

03.01 Bert Schoofs (VB): Quelles fautes ont été commises dans le cadre de l'enquête sur le meurtre d'Annick Van Uytzel? Les proches de la victime en ont-elles été informées? Quelles mesures prendra le ministre pour éviter la répétition de tels faits? Comment attirera-t-il l'attention des responsables sur les erreurs qu'ils ont commises?

03.02 Carina Van Cauter (Open Vld): Avant même que la famille ne soit informée, le ministre a évoqué des fautes dans l'enquête sur le meurtre d'Annick Van Uytzel, ce qu'il avait jugé inadmissible peu de temps auparavant. Quelles fautes ont été commises? Comment le ministre explique-t-il les fuites dans la presse?

03.03 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Il y a un rapport qui sera soumis au Parlement et discuté au sein de la commission d'accompagnement du Comité P. J'ai déjà dit tout cela la fois précédente!

J'ai également déjà confirmé que le Comité P a constaté des fautes dans l'organisation, la méthode et le traitement des informations. Je l'ai dit dans des termes généraux. Le rapport a été communiqué hier aux membres de la commission d'accompagnement. Entre-temps, des parties du rapport ont été publiées dans la presse, ce que je déplore. Nous verrons demain au sein de la commission d'accompagnement quelle attitude il convient d'adopter par rapport à ces fautes et aux recommandations du rapport. Les procureurs généraux de Bruxelles et d'Anvers suivent le dossier, étudient la manière de préserver l'enquête judiciaire et de se comporter à l'égard du Comité P.

Dans l'intervalle, le dossier peut être consulté, en ce sens qu'il peut être lu mais non distribué. La Chambre doit décider du mode de communication de ce rapport. Demain, je ferai un rapport circonstancié du dossier lors de la réunion de la commission spéciale chargée de l'accompagnement parlementaire du Comité P.

03.04 Bert Schoofs (VB): Quinze ans après l'affaire Dutroux, nous sommes à nouveau confrontés à un auteur qui passe presque par les mailles du filet en raison d'erreurs et de dysfonctionnements. Certains n'auraient-ils tiré aucun enseignement du passé?

Je ne veux pas que ce dossier, qui n'est pas anodin, soit examiné à huis clos au sein d'une commission d'accompagnement. Je propose la création d'une commission d'enquête parlementaire, tout en sachant que cette démarche nécessite une initiative du Parlement. La commission Dutroux a débouché sur des conclusions très utiles sans qu'aucune "interférence malencontreuse", comme l'aurait dit le ministre, n'ait été à déplorer.

03.05 Carina Van Cauter (Open Vld): Je n'ai pas plaidé pour que le dossier soit jeté aux oubliettes.

03.06 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Nous sommes d'accord sur ce point.

03.07 Carina Van Cauter (Open Vld): Toutefois, j'estime qu'il est grave que certains éléments encore confidentiels soient dévoilés par la presse. Je plaide pour que chacun assume ses responsabilités, parle lorsqu'il y est invité et s'en abstienne lorsqu'il doit respecter la confidentialité de certaines informations. Le dossier doit évidemment faire l'objet d'un suivi, mais j'estime qu'il est inacceptable que les victimes doivent lire les détails de l'affaire dans la presse.

03.08 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Étant donné les contrôles sévères et les méthodes appliquées, je ne m'explique pas l'apparition de nouvelles fuites. Je les déplore et je mènerai une enquête. Je vais, dans un premier temps, soulever la question devant la commission de suivi et nous prendrons le cas échéant des mesures au sein de cette commission.

Pour le surplus, nous devons essentiellement décider demain, au Comité P, de la suite que nous entendons réserver à ce volumineux rapport.

03.09 Bert Schoofs (VB): Le ministre accomplira donc son travail et les députés ne manqueront naturellement pas d'accomplir le leur.

L'incident est clos.

04 Question de M. Georges Gilkinet au ministre de la Justice sur "le risque de prescription pour certains dossiers importants de fraude comme le dossier ATC" (n° 1760)

04.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): En matière de lutte contre la fraude fiscale, face à des montages complexes et des manœuvres dilatoires, il faut être attentif aux délais de prescription des affaires en cours d'instruction.

Par exemple: une affaire de carrousel à la TVA sur des GSM, portant sur les activités de la société bruxelloise Action Trading et sur des montants de plusieurs dizaines de millions d'euros, à l'instruction depuis 1999. D'après la presse, il s'agit d'un dossier de faux, fraudes et corruption, avec de petits cadeaux offerts au contrôleur pour acheter son silence. La date du procès dans cette affaire n'est toujours pas connue, alors que trois personnes avaient été à l'époque placées sous mandat d'arrêt.

Où en est le traitement par la Justice du dossier Action Trading? Qu'est-ce qui a empêché jusqu'ici la fixation d'une date pour ce procès? Cette date est-elle fixée? Quel est le temps moyen d'instruction pour de tels dossiers? Est-il fréquent qu'ils ne puissent être jugés à cause de la prescription? Comment éviter de telles situations?

04.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): Dans ce dossier, la 19^e chambre correctionnelle du tribunal de première instance de Gand a constaté, le 17 novembre 2010, la prescription de l'action publique. Ce jugement est définitif.

La société est également impliquée pour des faits de même nature (carrousel à la TVA), avec d'autres participants. Ce dossier revient à l'audience du 9 février 2011 de la 49^e chambre correctionnelle du tribunal de première instance de Bruxelles. Le réquisitoire du procureur du Roi demandant le renvoi des inculpés date du 14 septembre 2010. L'ordonnance de renvoi a été prononcée le 14 mai 2009. Le 2 décembre 2009, la chambre des mises en accusation s'est prononcée. La Cour de cassation a rejeté un pourvoi le 5 mai 2010. Le procureur du Roi de Bruxelles a lancé citation le 24 juin 2010 pour l'audience du 24 novembre, où cette affaire a été remise à l'audience du 9 février 2011.

J'ai demandé des informations sur le temps nécessaire pour l'instruction de tels dossiers, mais ne les ai pas encore reçues. L'automatisation nous permettra d'obtenir des renseignements concrets. En général, ce genre de dossiers prend une moyenne de trois ou quatre ans. Cela dit, au cours de l'instruction, nous assistons à des procédures d'appel et de cassation, utilisées sans réserve (c'est le droit du citoyen), parfois de manière dilatoire.

04.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Pour la première affaire, on a dû constater une prescription par rapport à un premier jugement. Je note que cette affaire est programmée pour février 2011. Je serai attentif à ces dossiers qui méritent la priorité judiciaire.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "la sécurisation des bâtiments judiciaires" (n° 1782)

05.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Après l'incident regrettable qui s'est produit à la justice de paix de Bruxelles en juin 2010, le ministre avait indiqué, en réponse à une question, qu'une liste de priorités serait établie concernant la sécurisation des palais de justice et qu'une analyse de risques serait effectuée pour chaque bâtiment concerné. Le week-end dernier, il a été décidé de la sécurisation du palais de justice de Furnes à concurrence d'un montant de 259 502 euros.

Quel dispositif de sécurité sera-t-il mis en place? La liste de priorités déjà évoquée a-t-elle été finalisée dans l'intervalle? Quels palais de justice seront-ils sécurisés?

05.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Le palais de justice de Furnes est un vieux bâtiment où sont centralisés tous les services. Nous nous efforçons de séparer les différentes zones, celles qui sont accessibles ou non accessibles au public ainsi que les zones réservées aux détenus. Il a été décidé, au terme d'une réunion de travail et d'une étude, d'installer un système de sécurité intégré équipé de toutes les technologies modernes, telles que le contrôle d'accès, la détection d'effractions et la surveillance par caméras. Après l'approbation par le Conseil des ministres, il faudra encore accomplir les formalités administratives avant de pouvoir communiquer la suite du timing.

Après les faits dramatiques qui se sont produits à Bruxelles, trois réunions ont été organisées pour réfléchir à la question des justices de paix, après quoi celles-ci ont été interrogées à leur tour. Le programme des besoins standard sera modifié de manière à pouvoir installer des caméras de surveillance dans les justices de paix également. La Régie des Bâtiments conclura un contrat en vue d'effectuer certains travaux de sécurisation. Nous sommes à la recherche d'un entrepreneur à même de proposer partout la même installation. Le devis qui doit être conforme à la loi sur les marchés publics est en préparation.

Une liste des justices de paix à sécuriser en priorité sera dressée en concertation avec les juges de paix.

Les travaux très urgents ont déjà été réalisés dans l'intervalle. La justice de paix de Bruxelles sera entièrement sécurisée d'ici à l'été 2011.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "l'arrêté royal du 7 décembre 2010 relatif au fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession et de règlement collectif de dettes et fixant la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 29 mai 2000" (n° 1784)

06.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Quels tarifs les huissiers de justice doivent-ils appliquer pour l'inscription des avis de saisie au registre central et leur consultation? Un huissier de justice et une banque peuvent-ils négocier ce tarif?

Quand l'arrêté royal relatif au droit de rétribution pour chaque inscription et consultation sera-t-il promulgué? Le ministre tiendra-t-il compte des tarifs en vigueur pour l'inscription au registre central et la consultation de ce registre dans le cadre de la fixation de ce droit de rétribution?

Certains membres du comité de direction de la Chambre nationale des huissiers de justice auraient pris contact avec différentes banques en ce qui concerne l'organisation de l'inscription au registre central et la consultation de ce registre avant la publication de l'arrêté royal d'exécution au *Moniteur belge* vendredi dernier. Le ministre est-il au courant de cette démarche et fera-t-il procéder à une enquête sur un éventuel délit d'initié?

06.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Nous disposons enfin d'une base de données regroupant les avis de saisie qui sera opérationnelle dès la fin janvier et c'est dans ce cadre que l'arrêté royal a été publié. J'ai appris que des contacts avaient déjà été établis entre le secteur et la Chambre nationale des huissiers de justice, mais je n'en connais pas l'issue. D'autres négociations doivent être menées dans le respect du cadre légal.

Conformément à la loi, la consultation des avis de saisie entraîne, pour certaines catégories d'utilisateurs, la perception de rétributions. L'arrêté ministériel réglant cette question sera publié le lundi 31 janvier 2011, mais j'ignore encore la teneur des avis et dois par conséquent les attendre.

Je ne suis pas informé d'éventuels contacts entre certains membres du comité de direction et certaines

banques, mais je ne manquerai pas d'éclaircir la situation. Une information privilégiée est inadmissible et, le cas échéant, j'interpellerai le futur comité de gestion et de surveillance de manière à exclure toute utilisation abusive du nouveau système.

La centralisation des données assurera une transparence accrue quant à la quantité de crédits souscrits par une personne et son degré d'endettement. Il s'agit dès lors d'un instrument indispensable dans le cadre de l'ICT. Nous pourrions revenir plus en détail sur cette question en janvier, en commission de la Justice.

06.03 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Le ministre ne dispose que de très peu de temps entre l'avis du comité de gestion et de contrôle concernant le droit de rétribution et la publication de l'arrêté ministériel concerné.

L'incident est clos.

La **présidente**: La question n° 1389 de Mme Déom est reportée.

07 Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "les écarts dans les statistiques en matière de criminalité en Flandre et en Wallonie" (n° 1526)

07.01 Sophie De Wit (N-VA): Une étude menée par les universités de Gand et de Louvain sur les causes de la criminalité laisse apparaître de grandes différences entre les deux entités du pays. Dans un très grand nombre de communes wallonnes, le nombre de faits criminels graves est plus élevé de 300 à 800 % que dans les communes flamandes. Comment le ministre explique-t-il cette différence? Il y a aussi une différence étonnante avec l'étude antérieure de Mme Van San. Sur la base de cette nouvelle étude, le ministre n'estime-t-il pas qu'il s'impose de mener une politique différente en Wallonie et en Flandre dans le cadre de la lutte contre la criminalité violente? Des mesures distinctes sont-elles déjà appliquées à l'heure actuelle?

07.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Le lien entre le taux élevé de chômage et la criminalité est presque une évidence. Cette étude n'était pas nécessaire pour découvrir cette corrélation.

Dans cette étude, les statistiques de la police ne nous indiquent que le lieu où un fait criminel a été commis. Il conviendrait également de s'attarder sur les identités de l'auteur et de la victime et sur le lieu de résidence de l'auteur. Je considère dès lors ce document davantage comme une étude sociologique que comme une analyse qui devrait servir de fondement à la politique de lutte contre la criminalité.

Chacun sait que les méthodes et les priorités définies à Charleroi ont été un moment différentes de celles qui prévalaient par exemple à Furnes. La police et le parquet réagissent, à tous les échelons, aux réalités du terrain. Il convient d'opérer des choix sur le plan des priorités et des capacités de la police. Ces décisions diffèrent en fonction de la criminalité observée en un lieu donné.

Si l'on note bel et bien des différences et que la politique de poursuites peut être nuancée, il n'en reste pas moins que la base reste commune. J'ignore quelle sera l'évolution de la situation, mais nous disposons actuellement de structures fédérales très strictes.

Il est possible de modifier la politique de poursuites en fonction des différentes réalités de terrain, tout en restant à l'intérieur d'une coupole commune. Pour Bruxelles, nous avons déjà pris des mesures très spécifiques. C'est actuellement le seul endroit où la "tolérance zéro" est temporairement d'application.

L'étude montre qu'il existe certainement un lien entre le chômage et la criminalité, mais ce n'est pas le seul facteur déterminant. L'étude confirme par ailleurs que chaque procureur du Roi doit poser des accents spécifiques en fonction de la situation dans son propre arrondissement judiciaire. C'est nécessaire aussi pour faire face au sentiment d'insécurité qui pourrait exister dans sa zone.

07.03 Sophie De Wit (N-VA): Peut-être serait-il utile de demander une nouvelle fois les statistiques au parquet général.

Je n'avais pas imaginé que le contraste serait aussi frappant. Un examen plus détaillé pourrait peut-être mettre encore davantage en évidence l'intérêt d'une approche plus régionale de la lutte contre la criminalité.

L'incident est clos.

La **présidente**: M. Landuyt n'est pas présent pour poser sa question n° 1555. La question n° 1564 de M. Logghe est reportée.

08 Question de Mme Juliette Boulet au ministre de la Justice sur "les mails à caractère raciste échangés entre le personnel du département de la Justice" (n° 1622)

08.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): L'échevin de la commune de Quiévrain a attiré mon attention sur des mails à caractère raciste qui provenaient de votre administration. Ces mails mettent en avant des raccourcis honteux entre criminalité et étrangers et ont atterri sur des boîtes mails de jeunes de la commune de Quiévrain.

Êtes-vous au courant de ce genre de pratiques? Quelle est votre réaction face à ces dernières? Comment des mails à caractère raciste peuvent-ils être diffusés à partir d'adresses de pouvoirs publics? N'existe-t-il pas d'obligation et d'interdiction pour les fonctionnaires publics concernant l'envoi de *spams* à caractère raciste?

08.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): Le SPF Justice dispose d'un code de conduite concernant l'utilisation des moyens informatiques, le traitement électronique des données et l'utilisation d'internet, de l'intranet et de l'e-mail. Cela dit, le SPF Justice n'a pas été informé de ces courriels. Je souhaiterais que vous me fassiez parvenir une copie de ces textes pour les transmettre à mon administration. Je compte lui demander de faire des recherches afin d'identifier les auteurs et de vérifier si ces mails sont le fait de membres de mon administration ou s'il y a eu détournement.

08.03 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): J'aurais dû transmettre le contenu dudit mail parce qu'il n'y avait pas que la seule adresse de l'administration judiciaire, mais bien une vingtaine. Je pense qu'il y a aussi des adresses du ministère des Finances. Il serait utile de faire un rappel général de la loi. Ces fonctionnaires représentent l'État.

L'incident est clos.

09 Questions jointes de

- **Mme Karine Lalieux à la ministre de l'Intérieur sur "des pratiques d'espionnage des services secrets colombiens sur notre territoire" (n° 1424)**
- **Mme Karine Lalieux au ministre de la Justice sur "des pratiques d'espionnage des services secrets colombiens sur notre territoire" (n° 1425)**

09.01 Karine Lalieux (PS): Le 19 octobre dernier, six ONG et deux particuliers ont déposé plainte avec constitution de partie civile contre les services secrets colombiens.

Des documents ont révélé que l'un des services de renseignement colombiens avait mis en place, dans le cadre de l'"Opération Europe", un véritable réseau d'espionnage chargé de discréditer les militants et les organisations travaillant pour les droits de l'homme en Colombie, et d'infiltrer les autorités judiciaires européennes, la sous-commission des droits de l'homme au Parlement européen et le Bureau du Haut Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies.

Ces organisations semblent avoir été victimes de menaces, d'écoutes téléphoniques, d'interception de courrier, de cambriolages qui constituent des atteintes graves aux droits fondamentaux en Belgique. D'autres ONG européennes ont porté plainte à Madrid, également contre les services secrets colombiens.

Disposez-vous d'informations plus précises au sujet de ces pratiques sur notre territoire?

09.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): La Sûreté de l'État n'avait jamais entendu parler de cette question avant la diffusion de documents les rapportant par le journaliste de la radio colombienne Juan

Gossaín. À noter que selon une source d'informations, ce document daterait d'il y a trois ou quatre ans.

La Sûreté de l'État n'est pas en mesure de dire si le *Departamento Administrativo de Seguridad* (DAS) est ou a été actif dans d'autres pays européens. L'enquête de la Sûreté de l'État sur les activités du DAS en Belgique suit son cours.

09.03 Karine Lalieux (PS): Il est inacceptable que des services secrets agissent de la sorte. J'espère que l'enquête continuera. S'il faut aller devant le Comité R pour disposer des informations à ce sujet, dites-le nous.

L'incident est clos.

10 Question de M. Éric Jadot au ministre de la Justice sur "l'extradition de Nizar Trabelsi" (n° 1719)

10.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Condamné à dix ans d'emprisonnement en Belgique pour un projet d'attentat contre la base américaine de Kleine-Brogel, Nizar Trabelsi fait l'objet d'une procédure d'extradition à la requête des autorités américaines. M. Trabelsi a introduit une requête à la Cour européenne le 23 décembre 2009 afin de contester cette extradition, car il craint de subir des peines et traitements inhumains ou dégradants. La Cour européenne ne s'est pas encore prononcée. Cependant, le dossier a été soumis à nouveau à la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel de Bruxelles chargée de donner un avis – secret – au gouvernement sur la demande d'extradition des autorités américaines. Le 22 juillet 2010, celle-ci vous aurait rendu un avis dans lequel elle ne soulèverait pas d'objection juridique à l'extradition, mais préciserait que l'intéressé ne devrait pas être condamné à mort, qu'une condamnation à perpétuité ne pourrait pas être incompressible et, enfin, si la Tunisie, son pays d'origine, le réclamait, la Belgique devrait être consultée.

Pouvez-vous m'éclairer sur le paradoxe des audiences publiques et le secret devant entouré l'avis rendu? Pourquoi cette procédure n'a-t-elle pas attendu que la Cour européenne se soit prononcée sur la requête de M. Trabelsi? La décision d'extradition peut-elle être prise en affaires courantes? Envisagez-vous cette extradition ou bien vous y opposerez-vous, vu les incertitudes quant au respect des droits fondamentaux de l'intéressé?

Enfin, l'intéressé a été transféré de l'établissement d'Iltre à celui de Bruges où il aurait été placé en quartier de haute sécurité en novembre. Quelles sont les raisons de ce transfert?

10.02 Stefaan De Clerck, ministre (en français): Le législateur a estimé que la procédure d'extradition devait se dérouler en deux phases: une phase judiciaire, contrôle des conditions d'extradition, et une phase administrative, car c'est le gouvernement qui décide. La transition entre les deux phases s'effectue au moyen d'un avis. La chambre des mises en accusation se voit donc attribuer un rôle semi-administratif dans la mesure où elle devient un organe consultatif du gouvernement. C'est la raison pour laquelle cet avis reste toujours secret.

La décision n'est pas secrète, au contraire, elle est signifiée à l'intéressé, mais comme elle est fondée sur l'avis, son contenu devient automatiquement public au travers de la décision.

La Cour européenne des droits de l'homme n'a pas encore notifié la plainte aux autorités belges, mais une telle procédure n'a aucun effet suspensif sur les procédures internes.

Une procédure d'extradition porte sur un dossier individuel. La décision peut donc être prise en affaires courantes. Mais ce dossier étant encore à l'étude, je n'ai pris aucune décision.

Pour le reste, la Direction générale des établissements pénitentiaires (DGEPI) ne fait aucune communication

sur des dossiers individuels. Par conséquent, je ne peux pas vous donner d'informations complémentaires. Mais il est vrai qu'il a été déplacé.

On peut quand même regretter qu'un avis censé être confidentiel se retrouve dans la presse alors que vous traitez le dossier. J'espère qu'une enquête est effectuée à ce niveau-là.

L'incident est clos.

11 Question de M. Éric Jadot au ministre de la Justice sur "les modalités de visite et la continuité des dispositifs de réinsertion au sein de l'établissement pénitentiaire de Tilburg" (n° 1730)

11.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Votre département loue, depuis février, 500 cellules de la prison de Tilburg aux Pays-Bas. Nous avons appris la décision du comité ministériel restreint d'y louer 150 places supplémentaires. Lors du Conseil européen à Istanbul, vous avez cité cet établissement pénitentiaire comme un exemple de régime carcéral satisfaisant, illustrant de bonnes pratiques de coopération transfrontalière.

L'Association des visiteurs de prison francophones de Belgique semble éprouver des difficultés dans ses démarches pour se rendre à Tilburg. Le fait qu'il s'agisse d'une association francophone constitue-t-il un obstacle?

Les contacts entre le détenu et le monde extérieur sont fondamentaux.

Quelles sont les dispositions appliquées afin de garantir un règlement des visites égalant en qualité ceux en vigueur au sein des établissements pénitentiaires sur le sol belge?

Une continuité quant à l'accès au travail, la formation, l'enseignement, est-elle assurée pour les détenus, francophones et néerlandophones, incarcérés ou transférés vers Tilburg?

11.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): Le droit belge est d'application dans l'établissement de Tilburg. Le statut juridique interne et externe des détenus qui séjournent dans l'établissement est une matière purement belge. Le traité concerne exclusivement la location d'un établissement sur le territoire néerlandais. Le règlement en matière d'autorisation de visites et d'accueil des travailleurs bénévoles des associations est le même qu'en Belgique. Il y a bien sûr davantage de contacts avec la Communauté flamande car il y a davantage de détenus sous régime flamand. Le moment est venu de faire une évaluation approfondie.

11.03 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Je reviendrai vers vous après ma visite.

L'incident est clos.

12 Question de M. Siegfried Bracke au ministre de la Justice sur "d'éventuelles cyberreprésailles depuis la Belgique" (n° 1616)

12.01 Siegfried Bracke (N-VA): Des sympathisants de WikiLeaks ont lancé une série d'attaques sur les sites internet de Visa et MasterCard, et du ministère public suédois.

Le ministre a-t-il identifié les cellules belges de cette nébuleuse de cyberterroristes qui se sont baptisés du nom d'Anonymous? S'agit-il d'amateurs? Qui coordonne toutes leurs actions à l'échelle internationale? Existe-t-il un cadre légal qui permette de réprimer leurs agissements sur la Toile?

12.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Une grande enquête a été lancée aux États-Unis et la Belgique a été invitée à y participer. S'il s'avère que ces cyberpirates ont des liens avec notre pays, nos services de police en seront informés par les canaux policiers internationaux. Cette enquête en est encore à ses premiers balbutiements et aucun indice ne tend encore à accréditer la thèse selon laquelle il existerait des pirates informatiques belges. Aucune plainte n'a encore été déposée. La Federal Computer Crime Unit (FCCU) est le point de contact national. Dans ce dossier, nos services de police entretiennent des contacts étroits avec les services de police étrangers, Europol et Interpol.

La législation en vigueur est constituée des dispositions en matière de criminalité informatique qui sont contenues dans le Code pénal et qui datent de 2000. Le sabotage informatique y est défini sensu lato. Il y a

également un article de la loi sur les communications électroniques de 2005 mais cet article ne vise pas fondamentalement les attaques d'une telle gravité. La jurisprudence devra dire si le cadre légal est suffisant. Aucune distinction juridique n'est établie entre les "petits poissons" et les pirates de haut vol, l'élément pris en considération étant la nature de l'infraction commise.

Dans un nouveau projet de directive présenté en novembre, la Commission européenne a arrêté une nouvelle définition actualisée de la notion de cybercriminalité. Nous avons contribué à sa rédaction pendant la présidence belge de l'Union européenne mais cette rédaction n'est pas encore achevée.

Nous espérons que cette directive sera finalisée en 2011. Elle contiendra dix-sept ou dix-huit définitions des différents types de cybercriminalité pouvant exister. Elle permettra en outre d'harmoniser les taux de peine et de mieux collaborer à l'échelon européen.

Outre le cadre juridique, il faut évidemment créer un cadre opérationnel. J'estime que chaque pays doit mettre en place un partenariat universitaire public-privé dans le giron d'un centre spécialisé national. Il ne faut pas nécessairement passer en toute circonstance par la Sûreté de l'État ou la police. Notre ambition est d'aménager des réseaux à brève échéance en Belgique de façon à pouvoir réagir plus rapidement et à pouvoir collaborer avec d'autres pays. La cybercriminalité est la criminalité de l'avenir et il convient de lui accorder la priorité.

12.03 Siegfried Bracke (N-VA): Ai-je vraiment bien entendu? Le ministre a parlé d'un partenariat public-privé?

12.04 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Je veux dire par là que tant les entreprises – je songe à celles du secteur bancaire – que les pouvoirs publics seront parties prenantes de ces centres nationaux. Il est en effet impératif de centraliser toutes les compétences.

12.05 Siegfried Bracke (N-VA): Je m'étonne que la police n'ait pas connaissance d'agissements de ce type au départ de la Belgique, alors même que des informations parues dans la presse y faisaient allusion. Je me demande d'où proviennent ces informations.

12.06 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): La police ne dispose actuellement d'aucune information en ce sens.

L'incident est clos.

13 Question de M. Siegfried Bracke au ministre de la Justice sur "les traitements des prêtres mis en cause" (n° 1645)

13.01 Siegfried Bracke (N-VA): Des prêtres soupçonnés de pédophilie ont souvent été mutés vers des fonctions administratives dans le cadre desquelles ils n'avaient plus de contacts avec le public en général et certainement pas avec des enfants. Cette manière de faire était destinée à leur procurer une nomination leur permettant de continuer à percevoir un traitement de l'État. Ils auraient autrement été à la charge de l'évêché, ce que celui-ci préférait évidemment éviter.

Le ministre est-il au courant de ces pratiques? Qu'en pense-t-il? Disposerait-il de certaines données chiffrées en la matière?

13.02 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Conformément aux dispositions contenues dans la Constitution, les traitements et pensions des ministres des cultes sont à la charge de l'État. Il est également stipulé dans la Constitution que l'État n'a le droit d'intervenir ni dans la nomination ni dans l'installation des ministres d'un culte quelconque.

Même si les ministres des cultes reconnus désignés à une place reconnue reçoivent un traitement de l'État, ils n'en sont pas pour autant au service de l'État. Les ministres des cultes sont désignés et nommés par les organes représentatifs compétents, soit les évêques en ce qui concerne le culte catholique. La fonction de l'État se limite dès lors à celle d'un tiers payant. L'État n'exerce donc aucun pouvoir sur ces personnes et ne les contrôle pas davantage.

Le versement des traitements n'est accordé ou stoppé que par le biais d'un ordre émanant de l'organe représentatif. Seul l'évêque compétent peut intervenir lorsqu'un ministre d'un culte commet des faits passibles de poursuites pénales ou est condamné.

Mes services ne sont pas systématiquement informés d'une éventuelle condamnation pénale et n'en ont souvent connaissance que par la presse. Leur seule réaction possible peut consister à demander à l'organe représentatif compétent quelle suite a été donnée en interne à une affaire. J'ai cependant l'intention d'examiner avec le Collège des procureurs généraux la question de savoir comment nous pourrions recevoir systématiquement ces informations, y compris par le biais du ministère public.

La mutation de prêtres constitue dès lors une question interne qui ne nous concerne que si l'intéressé est envoyé vers une place non reconnue telle qu'une fonction administrative. Si nous n'en sommes pas informés, le traitement est versé indûment.

Je ne dispose pas de chiffres sur les prêtres mutés. Ces informations existent dans les diocèses et je peux, le cas échéant, demander à mes services de se les procurer. Il est un fait que l'autonomie interne et la séparation entre l'Église et l'État sont inscrites dans la Constitution.

Le gouvernement doit pouvoir suivre certains faits pénalement répréhensibles et je pense que des recommandations pourraient être formulées dans ce domaine.

13.03 Siegfried Bracke (N-VA): Le projet du ministre peut s'avérer utile pour les recommandations que la commission sur les abus sexuels commis dans le cadre de relations d'autorité devra rédiger d'ici au mois d'avril 2011.

L'incident est clos.

La présidente: M. Brotcorne a fait transformer sa question n° 1671 en question écrite. Les autres questions sont reportées au 11 janvier. Ma question n° 1701 était la transposition d'une question écrite en question orale. Je me satisferai d'une réponse couchée sur le papier.

13.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je vous la transmettrai volontiers.

La réunion publique est levée à 17 h 09.

De vergadering wordt geopend om 15.33 uur en voorgezeten door de heer Georges Gilkinet.

01 Vraag van de heer Olivier Maingain aan de minister van Justitie over "achterstallige betalingen van gerechtskosten in strafzaken" (nr. 1640)

01.01 Olivier Maingain (MR): Er is een achterstand in de betaling van honoraria van personen op wier diensten een beroep wordt gedaan in het kader van de rechtsbedeling.

Welke maatregelen bent u van plan te nemen of hebt u al genomen om deze achterstand weg te werken?

01.02 Minister Stefaan De Clerck (Frans): Er werden al antwoorden gegeven in verband met de gerechtskostenproblematiek. Ik heb de voorzitter van de commissie gevraagd of ik hieromtrent in januari verslag kan uitbrengen.

Er is bij de dienst Gerechtskosten, die bevoegd is om de dienstverleners te betalen, tot nu toe geen achterstand in de betaling van de kosten die de parketten na taxatie hebben ingediend. Dat wil echter niet zeggen dat de parketten alle documenten al aan die dienst hebben bezorgd.

Om de betaling van de dienstverleners tot eind 2010 te garanderen, werd het budget met 8,21 miljoen euro verhoogd door middel van een overdracht binnen de administratie. Er werd een bijzondere aanpassing van de begroting 2010 van de dienst Gerechtskosten doorgevoerd voor een bedrag van 9,463 miljoen euro. Aangezien de gerechtskosten hand over hand toenemen, moeten we structurele oplossingen vinden.

01.03 **Olivier Maingain** (MR): Er mag dan al geen achterstand zijn bij de FOD Justitie, soms blijft de achterstand bij de parketten maandenlang oplopen!

01.04 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): Daarom zoeken we naar een systeem, naar software voor alle parketten, zodat een en ander online kan worden beheerd.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Olivier Maingain.

02 **Samengevoegde vragen van**

- **de heer Georges Gilkinet aan de minister van Justitie over "de lessen die getrokken moeten worden en de gevolgen die dienen te worden gegeven aan de uitspraak van 10 december in de zaak-KB Lux" (nr. 1756)**

- **mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "de gevolgen van de KB Lux-zaak" (nr. 1769)**

02.01 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Op 10 december heeft het Brusselse hof van beroep de stukken waarop het openbaar ministerie zich in het kader van de zaak-KB Lux gebaseerd had, evenals de vervolgingen, onontvankelijk verklaard. Deze zienswijze staat haaks op de Antigoonrechtspraak, die bepaalt dat materiële bewijzen gebruikt mogen worden indien de onregelmatigheden geen misdrijf uitmaken en niet te ernstig zijn. Dat zegt heel wat over het vermogen van de Staat om de fiscale fraude te bestrijden.

Wat is uw reactie op dat arrest en op het op de helling zetten van de zogenaamde Antigoonrechtspraak? Wat waren de belangrijkste door de advocaat van de Belgische Staat aangevoerde argumenten? Hoe werden ze aangepast om rekening te houden met het vonnis in eerste aanleg? Overweegt de Belgische Staat cassatieberoep aan te tekenen? Op welke rechtsgronden zou zo een beroep kunnen stoelen? De met de zaak belaste onderzoeksrechter, ten slotte, kreeg zware kritiek. Vindt u het aanvaardbaar dat hij niet gehoord werd? Hoe staat het met zijn dossier? Bent u van plan maatregelen tegen hem te nemen of bent u van oordeel dat het incident gesloten is?

02.02 **Sophie De Wit** (N-VA): Welke besluiten trekt de minister uit de ontknoping van dit dossier?

02.03 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): (*Geen weergave van het eerste deel van het antwoord van de minister – buiten de microfoon gegeven*)

Voorzitter: Sarah Smeyers.

(*Frans*) Een en ander zal niet zonder gevolgen blijven, maar we kunnen slechts ingrijpen na een definitieve uitspraak. De procureur-generaal te Brussel heeft me bevestigd dat er in deze zaak cassatieberoep werd ingesteld en dat vragen over mogelijke tuchtproblemen dus voorbarig lijken.

Uw vragen zijn to the point. We moeten echter het standpunt van het Hof van Cassatie afwachten. Hoe dan ook laat de Antigoonrechtspraak altijd enige ruimte voor interpretatie. Het feit dat men die rechtspraak niet 'ten gunste' heeft toegepast, betekent dat het dossier als ernstig wordt aangemerkt.

Ik heb geen kennis van de conclusies die werden uitgewisseld tussen de advocaten.

Wat de middelen betreft, moeten we degelijke argumenten ontwikkelen met het oog op het cassatieberoep. Het is hun taak om die stellingen te ontwikkelen.

Indien dit in cassatie zou worden bevestigd, zullen we de gepaste conclusies moeten trekken. Indien in het cassatiearrest wordt bevestigd dat er problemen waren in het onderzoek, kan een dergelijke 'veroordeling' niet zonder gevolg blijven.

(*Nederlands*) Het maakt ook duidelijk dat de fraudeonderzoeken in het verleden niet altijd efficiënt verlopen zijn. Er is in de vorige legislatuur al zeer hard gewerkt inzake de bestrijding van sociale en fiscale fraude. Er moet op die weg worden verder gegaan en de volgende regering moet de maatregelen implementeren.

Ik ben er voorstander van dat hyperspecialiteit veel meer zou worden aangepakt. Er moet flexibiliteit aan de dag worden gelegd om akkoorden te sluiten en zaken binnen een bepaalde termijn af te handelen.

Het arrest is vrij vernietigend. We moeten nu wachten op een uitspraak van het Hof van Cassatie. Dit Hof heeft eerder al geoordeeld dat onderzoeksrechter Leys geen schuld treft.

02.04 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Ik vind dat u tot nu toe redelijk vaag blijft. Bij deze zaak zouden de twee bevoegde ministers moeten worden betrokken. Minister Reynders antwoordt mij dat Justitie wat het onderzoeksgedeelte betreft meer bevoegd is dan Financiën, want dat laatste onderdeel wordt niet ter discussie gesteld.

Ik ben echter wel blij dat de overheid tot het uiterste wil gaan. U merkt op dat er belangrijke argumenten zijn om op deze weg voort te gaan. Ik hoop dat de overheid de nodige middelen uittrekt om tot een argumentatie te komen die kan doorwegen. De Antigoonrechtspraak moet in het algemene kader van de bestrijding van de fiscale fraude absoluut verdedigd worden.

Het incident is gesloten.

03 Samengevoegde vragen van

- de heer **Servais Verherstraeten** aan de minister van Justitie over "de fouten in het onderzoek naar de moordenaar van **Annick Van Uytzel**" (nr. 1707)
- de heer **Bert Schoofs** aan de minister van Justitie over "de fouten in het onderzoek naar de moord op **Annick Van Uytzel**" (nr. 1746)
- mevrouw **Carina Van Cauter** aan de minister van Justitie over "het verslag van het Comité P over het onderzoek naar de moord op **Annick Van Uytzel/Shana Appeltans** en **Kevin Paulus**" (nr. 1788)

03.01 Bert Schoofs (VB): Welke fouten werden er gemaakt in het onderzoek naar de moord op Annick Van Uytzel? Werden de nabestaanden van de slachtoffers hierover ingelicht? Welke maatregelen zal de minister nemen om dergelijke feiten voortaan te vermijden? Hoe zal hij wie in de fout is gegaan wijzen op hun fouten?

03.02 Carina Van Cauter (Open Vld): De minister heeft, nog voor de familie hierover ingelicht was, al bericht over fouten in het onderzoek naar de moord op Annick Van Uytzel. Nochtans achtte hij dit eerder nog onaanvaardbaar. Welke fouten werden er gemaakt? Hoe verklaart de minister het perslek?

03.03 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Er is een verslag. Het wordt aan het Parlement voorgelegd. Het wordt besproken in de begeleidingscommissie van het Comité P. Dat heb ik allemaal vorige week al eens gezegd!

Ik heb ook al bevestigd dat er door het Comité P fouten zijn vastgesteld in de organisatie, de methode en de informatieverwerking. Ik heb dit in algemene termen gezegd. Gisteren werd het verslag ter beschikking gesteld van de leden van de begeleidingscommissie. Delen uit het verslag zijn ondertussen in de pers gelekt. Ik betreur dat. We zullen morgen in de begeleidingscommissie bekijken hoe we met die fouten moeten omgaan, alsook met de aanbevelingen uit het rapport.

De procureurs-generaal van Brussel en Antwerpen volgen het dossier op en gaan na op welke manier het gerechtelijk onderzoek kan worden gevrijwaard en hoe er met het Comité P kan worden omgegaan.

Intussen ligt het dossier ter inzage: het kan alleen worden gelezen, niet meegedeeld. De Kamer moet beslissen wat het lot van dit verslag zal zijn op het niveau van de communicatie. Ik zal morgen alvast uitgebreid verslag uitbrengen in de begeleidingscommissie Comité P.

03.04 Bert Schoofs (VB): Vijftien jaar na Dutroux zitten wij alweer met een dader die bijna door de mazen van het net glipt wegens fouten en disfuncties. Is er door sommigen dan echt niets bijgeleerd?

Dit is niet zomaar een dossier. Ik wil niet dat men dit dossier achter gesloten deuren houdt in een begeleidingscommissie. Ik stel voor dat er een parlementaire onderzoekscommissie wordt opgericht. Daartoe is een parlementair initiatief nodig. De commissie-Dutroux heeft toch ook zeer nuttige conclusies afgeleverd,

en dat zonder dat er 'ongelukkige interferenties' waren, zoals de minister het noemt.

03.05 Carina Van Cauter (Open Vld): Ik heb er niet voor gepleit het dossier onder de mat te vegen.

03.06 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): Daarover zijn we het eens.

03.07 Carina Van Cauter (Open Vld): Maar ik vind het erg in de pers dingen te moeten lezen die op dat moment nog geheim zouden moeten zijn. Ik pleit ervoor dat iedereen zijn verantwoordelijkheid opneemt, spreekt wanneer hij moet spreken en zwijgt wanneer hij verwacht wordt te zwijgen. Het dossier moet natuurlijk worden opgevolgd, maar ik vind het absoluut niet kunnen dat de slachtoffers dit moeten lezen in de krant.

03.08 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): Ik begrijp ook niet hoe, ondanks de strakke controle en de toegepaste methodes, de lekken toch maar opnieuw zijn opgetreden. Ik betreur dat en ik zal de zaak onderzoeken. Om te beginnen zal ik de kwestie in de begeleidingscommissie aankaarten. En indien nodig, zullen we ook in die commissie maatregelen treffen.

Voorts zullen we morgen in het Comité P vooral afspraken maken over de manier waarop wij verder met dit gewichtige verslag omgaan.

03.09 Bert Schoofs (VB): De minister zal dus zijn werk doen, en wij als parlementsleden zullen natuurlijk ons werk doen.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de minister van Justitie over "de dreigende verjaring van een aantal grote fraudedossiers, zoals het ATC-dossier" (nr. 1760)

04.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): In de strijd tegen belastingontduiking moeten we, gelet op de complexe constructies en vertragingsmanoeuvres, aandachtig toezien op de verjaringstermijn van de lopende onderzoeken.

Ik verwijs ter illustratie naar een btw-carroussel met gsm's, die was opgezet rond de Brusselse firma Action Trading, en waarmee enkele tientallen miljoenen euro's gemoeid zouden zijn. Het onderzoek loopt al sinds 1999. Volgens de pers gaat het in dit dossier om valsheid in geschrifte, fraude en corruptie, en werden er de controleur kleine geschenken aangeboden om zijn stilzwijgen af te kopen. De datum voor het proces is nog steeds niet bekend, hoewel er destijds drie personen onder aanhoudingsbevel waren geplaatst.

Hoever is het gerecht met de behandeling van het Action Tradingdossier opgeschoten? Waarom kon er tot nog toe geen procesdatum worden vastgelegd? Is die datum nu vastgesteld? Hoelang duurt het onderzoek van dergelijke dossiers gemiddeld? Gebeurt het vaak dat er in dergelijke zaken geen uitspraak kan worden gedaan omdat ze verjaard zijn? Hoe kan men dat verhinderen?

04.02 Minister Stefaan De Clerck (*Frans*): De 19^e correctionele kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent stelde voor dit dossier op 17 november 2010 vast dat de strafvordering was verjaard. Die uitspraak is definitief.

Die onderneming is ook verwickeld in soortgelijke feiten (btw-carroussel), met andere betrokkenen. Dat dossier staat op de rol van de 49^e correctionele kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel voor de zitting van 9 februari 2011. De vordering van de procureur des Konings waarin de verwijzing van de beklaagden wordt gevraagd, dateert van 14 september 2010. De verwijzingsbeschikking werd op 14 mei 2009 uitgesproken. Op 2 december 2009 deed de kamer van inbeschuldigingstelling uitspraak. Het Hof van Cassatie verwierp een cassatieberoep op 5 mei 2010. De procureur des Konings van Brussel heeft op 24 juni 2010 gedagvaard voor de zitting van 24 november. Tijdens die zitting werd de zaak verdaagd tot de zitting van 9 februari 2011.

Ik heb informatie gevraagd in verband met de termijn die nodig is voor het onderzoek van dergelijke dossiers, maar heb nog niets ontvangen. Dankzij de automatisering zullen we concrete inlichtingen kunnen verkrijgen.

Doorgaans nemen dergelijke dossiers gemiddeld drie tot vier jaar in beslag. Tijdens de behandeling worden er echter zonder enige beperking beroepsprocedures en cassatieprocedures ingesteld (de burger heeft dat recht), soms met vertragende doeleinden.

04.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Wat de eerste zaak betreft, heeft men een verjaring moeten vaststellen ten opzichte van een eerste vonnis. Ik noteer dat die zaak geagendeerd is voor februari 2011. Ik zal die dossiers die een prioritaire behandeling door het gerecht verdienen aandachtig volgen.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de minister van Justitie over "de beveiliging van de gerechtsgebouwen" (nr. 1782)

05.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Na het betreurenswaardige incident in het vredegerecht van Brussel in juni 2010 antwoordde de minister dat er een prioriteitenlijst zou worden opgesteld voor de beveiliging van de gerechtsgebouwen en dat er een risicoanalyse zou worden uitgevoerd voor elk gerechtsgebouw. Vorige week werd beslist om het gerechtsgebouw van Veurne voor 259.502 euro te beveiligen.

Hoe zal het beveiligingssysteem eruit zien? Is die prioriteitenlijst ondertussen klaar? Welke gerechtsgebouwen zullen er worden beveiligd?

05.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Het gerechtsgebouw in Veurne is een oud gebouw, waarin alle diensten gecentraliseerd zijn. Wij streven ernaar om de diverse zones die toegankelijk en ontoegankelijk zijn voor het publiek evenals de zones voor de gedetineerden zo goed mogelijk van elkaar te scheiden. Na een werkvergadering en een studie werd beslist om een geïntegreerd beveiligingssysteem te installeren met alle moderne technologieën, zoals toegangscontrole, inbraakdetectie en camerabewaking. Na de goedkeuring door de ministerraad volgen er nog administratieve stappen. Pas daarna kan ik de verdere timing geven.

Na de dramatische feiten in Brussel vonden er drie vergaderingen plaats over de vredegerechten, waarna de vredegerechten op hun beurt bevestigd werden. Het standaard behoeftprogramma zal gewijzigd worden, zodat er in de toekomst ook camerabeveiliging in de vredegerechten komt. De Regie der Gebouwen zal daartoe een contract sluiten met een aantal beveiligingswerken. We zoeken een aannemer die overal hetzelfde totaalpakket kan aanbieden. Het bestek wordt momenteel voorbereid, waarbij rekening gehouden moet worden met de wetgeving op de overheidsopdrachten.

Op een prioriteitenlijst zullen wij bepalen welke vredegerechten dringend beveiligd moeten worden. Dat zal ook besproken worden met de vrederechters.

Ondertussen worden de heel dringende werken al uitgevoerd. Tegen de zomer van 2011 zal het vredegerecht van Brussel grondig beveiligd worden.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de minister van Justitie over "het KB van 7 december 2010 inzake het centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht en collectieve schuldenregeling en tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van sommige bepalingen van de wet van 29 mei 2000" (nr. 1784)

06.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Welke tarieven moeten de gerechtsdeurwaarders volgen voor het inbrengen van de beslagberichten in het centraal register en het raadplegen ervan? Kan er tussen gerechtsdeurwaarder en bank over een tarief worden onderhandeld?

Wanneer wordt het KB uitgevaardigd inzake het retributierecht voor iedere inbreng en raadpleging? Zal de minister rekening houden met de gehanteerde tarieven voor inbreng en raadpleging van het centraal register

voor de bepaling van dit retributierecht?

Blijkbaar hebben bepaalde leden van het directiecomité van de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders vóór de publicatie van het uitvoerings-KB in het *Belgisch Staatsblad* van afgelopen vrijdag contact opgenomen met verschillende banken over de organisatie van de inbreng en raadpleging van het centraal register. Is de minister hiervan op de hoogte en zal hij een onderzoek laten instellen naar een eventueel misbruik van voorkennis?

06.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): We beschikken eindelijk over een databank met beslagberichten die operationeel zal zijn vanaf eind januari. In dat raam is dat KB gepubliceerd. Ik heb vernomen dat er al contacten zijn geweest tussen de sector en de Nationale Kamer van de Gerechtsdeurwaarders, maar het resultaat daarvan ken ik niet. Verdere onderhandelingen moeten gebeuren binnen de wettelijke grenzen.

Conform de wetgeving geeft de consultatie van berichten aanleiding tot de inning van retributie voor bepaalde categorieën gebruikers. Op maandag 31 januari 2011 zal het betrokken ministerieel besluit verschijnen, maar de inhoud van de desbetreffende adviezen ken ik nog niet en die moet ik dus eerst afwachten.

Ik heb geen weet van contacten tussen bepaalde leden van het directiecomité en bepaalde banken, maar ik zal de precieze toedracht laten nagaan. Voorkennis is ontoelaatbaar. Indien nodig zal ik het toekomstige beheers- en toezichtcomité interpellieren om elk misbruik van het nieuwe systeem uit te sluiten.

Door de centralisatie van de gegevens zal er sprake zijn van veel meer transparantie rond de krediettoestand en schuldgraad van een persoon. Dit is dus een absoluut noodzakelijk instrument in het kader van ICT. In januari kunnen we dit alles nader toelichten in de commissie Justitie.

06.03 **Sabien Lahaye-Battheu** (Open Vld): De minister heeft wel bijzonder weinig tijd tussen het advies van het beheers- en toezichtcomité over het retributierecht en de publicatie van het betrokken ministerieel besluit.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 1389 van mevrouw Déom wordt uitgesteld.

07 **Vraag van mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "de verschillende criminaliteitscijfers in Vlaanderen en Wallonië" (nr. 1526)**

07.01 **Sophie De Wit** (N-VA): Een onderzoek van de universiteiten van Gent en Leuven naar de oorzaken van criminaliteit laat grote verschillen zien tussen de twee landsgedeelten. In een overgroot aantal Waalse gemeenten worden tot 300 à 800 procent meer zware gewelddaden gepleegd dan in Vlaamse gemeenten. Hoe verklaart de minister dit verschil? Er is wel een opvallend verschil met de eerdere studie van mevrouw Van San. Acht hij het wenselijk om op basis van de nieuwe studie bij het indijken van gewelddadige criminaliteit een apart beleid te voeren voor Wallonië en Vlaanderen? Bestaan er nu al aparte maatregelen?

07.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Een verband tussen grote werkloosheid en criminaliteit is haast een evidentie. Daarvoor hebben we die studie niet nodig.

De politiestatistieken in dit onderzoek geven ons enkel een beeld over de plaats waar een crimineel feit is gepleegd. Men zou nog verder moeten kijken wie de dader is, wat zijn woonplaats is en wie het slachtoffer is. Ik beschouw dit dus meer als een sociologische studie dan als een studie die de basis moet zijn voor het beleid inzake misdaadbestrijding.

Iedereen weet dat de methodes en prioriteiten in Charleroi op een bepaald ogenblik anders zijn geweest dan

bijvoorbeeld in Veurne. Er wordt door politie en parket, van laag tot hoog, ingespeeld op de realiteiten van de omgeving. Men moet keuzes maken in de prioriteiten en de capaciteiten van de politie. Die keuzes verschillen op basis van de vastgestelde criminaliteit.

Er bestaan wel degelijk verschillen en het vervolgingsbeleid kan genuanceerd worden, maar we hebben nog altijd gemeenschappelijke koepels. Ik weet niet hoe het verder evolueert, maar we zitten nu met heel scherp aangestuurde federale structuren.

De mogelijkheden bestaan om, binnen een gemeenschappelijke koepel, het vervolgingsbeleid aan te passen aan de realiteit van elke plek. Voor Brussel hebben we al heel specifiek maatregelen getroffen. *Zero tolerance* is enkel in Brussel tijdelijk gebruikt.

Uit het onderzoek kunnen we leren dat werkloosheid zeker een verband heeft met criminaliteit, maar het is niet de enige determinerende factor. Het onderzoek vormt ook een bevestiging dat zeker elke procureur des Konings op basis van zijn situatie accenten moet leggen. Hij moet dat ook doen om optimaal het onveiligheidsgevoel het hoofd te bieden dat eventueel bestaat in zijn zone.

07.03 Sophie De Wit (N-VA): Misschien is het nuttig om toch eens de statistische gegevens op te vragen bij het parket-generaal.

Ik had niet gedacht dat het contrast zo groot zou zijn. Een verdere gedetailleerde uitwerking kan misschien des te meer het belang aantonen van meer regionaal gerichte oplossingen voor de bestrijding van criminaliteit.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De heer Landuyt is niet hier om zijn vraag nr. 1555 te stellen. Vraag nr. 1564 van de heer Logghe wordt uitgesteld.

08 Vraag van mevrouw Juliette Boulet aan de minister van Justitie over "e-mailverkeer met racistische inslag tussen personeelsleden van het departement Justitie" (nr. 1622)

08.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): De schepen van de gemeente Quiévrain vestigde mijn aandacht op racistische e-mails die afkomstig zijn van uw administratie. Die e-mails waarin op beschamende wijze verbanden worden gelegd tussen criminaliteit en buitenlanders zijn in de mailboxen van jongeren van de gemeente Quévrain beland.

Bent u op de hoogte van dat soorten praktijken? Hoe reageert u daarop? Hoe kunnen racistische e-mails verzonden worden vanop een overheidsadres? Bestaat er geen verplichting en verbod voor overheidsambtenaren met betrekking tot het verzenden van racistische spam?

08.02 Minister Stefaan De Clerck (Frans): Bij de FOD Justitie bestaat een gedragscode voor informaticagebruik, elektronische gegevensverwerking en internet-, intranet- en e-mailgebruik. De FOD Justitie werd niet op de hoogte gebracht van die e-mails. Ik verzoek u me een kopie te bezorgen van die teksten zodat ik ze aan mijn administratie kan doorgeven. Ik ben van plan mijn administratie opdracht te geven om na te gaan van wie die mails afkomstig zijn en te onderzoeken of het gaat om leden van mijn administratie dan wel of er misbruik van hun e-mailadres werd gemaakt.

08.03 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Ik had de inhoud van die mail moeten doorsturen want hij bevatte niet alleen het adres van de gerechtelijke administratie maar ook nog een twintigtal andere adressen. Ik denk dat er ook adressen van het ministerie van Financiën in vermeld staan. Het zou nuttig zijn de grote lijnen van de wet in herinnering te brengen. Die ambtenaren vertegenwoordigen de overheid.

Het incident is gesloten.

09 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Karine Lalieux aan de minister van Binnenlandse Zaken over "spionagepraktijken van de

Colombiaanse geheime inlichtingendienst op ons grondgebied" (nr. 1424)

- mevrouw Karine Lalieux aan de minister van Justitie over "spionagepraktijken van de Colombiaanse geheime inlichtingendienst op ons grondgebied" (nr. 1425)

09.01 Karine Lalieux (PS): Op 19 oktober hebben zes ngo's en twee privépersonen een klacht met burgerlijke partijstelling ingediend tegen de Colombiaanse geheime diensten.

Uit documenten is immers gebleken dat één van de Colombiaanse inlichtingendiensten in het kader van de zogenaamde "Operación Europa" een waar spionagenetwerk had uitgebouwd. Het was de bedoeling om mensenrechtenactivisten en -organisaties in Colombia in diskrediet te brengen, en om te infiltreren in de Europese gerechtelijke autoriteiten, de Subcommissie mensenrechten van het Europees Parlement en het Bureau van de Hoge Commissaris voor de Mensenrechten van de Verenigde Naties.

Naar verluidt werden die organisaties bedreigd, werd hun telefoonverkeer afgeluisterd en hun post onderschept en werd er bij hen ingebroken. Dat zijn één voor één ernstige schendingen van de fundamentele rechten die in België worden gewaarborgd. Nog andere Europese ngo's hebben in Madrid klachten ingediend tegen de Colombiaanse geheime diensten.

Beschikt u over nauwkeuriger informatie met betrekking tot de praktijken die op ons grondgebied werden vastgesteld?

09.02 Minister Stefaan De Clerck (Frans): Vóór de verspreiding van documenten door de Colombiaanse radiojournalist Juan Gossain had de Veiligheid van de Staat nooit iets over die kwestie gehoord. Volgens een bepaalde bron is het desbetreffende document al drie of vier jaar oud.

De Veiligheid van de Staat kan niet bevestigen of het *Departamento Administrativo de Seguridad* (DAS) al dan niet in andere Europese landen actief is of is geweest. Het onderzoek van de Veiligheid van de Staat naar de activiteiten van het DAS in België is nog aan de gang.

09.03 Karine Lalieux (PS): Het is onaanvaardbaar dat geheime diensten op dergelijke wijze te werk gaan. Ik hoop dat het onderzoek zal worden voortgezet. Als we ons tot het Comité I moeten wenden om meer informatie hieromtrent te verkrijgen, gelieve het ons dan te laten weten.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer Éric Jadot aan de minister van Justitie over "de uitlevering van Nizar Trabelsi" (nr. 1719)

10.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Nizar Trabelsi werd veroordeeld tot tien jaar gevangenisstraf in België omdat hij een aanslag tegen de Amerikaanse basis Kleine-Brogel wilde plegen. De Amerikaanse autoriteiten hebben om zijn uitlevering gevraagd. De heer Trabelsi diende op 23 december 2009 een verzoekschrift in bij het Europees Hof voor de Rechten van de Mens om die uitlevering aan te vechten, omdat hij vreest voor onmenselijke of ontorende bestraffing en behandeling. Het Europees Hof heeft nog geen uitspraak gedaan. Het dossier werd evenwel opnieuw bij de kamer van inbeschuldigingstelling van het hof van beroep te Brussel ingediend, die de regering een geheim advies moest geven met betrekking tot de uitlevering aan de Amerikaanse autoriteiten. Op 22 juli 2010 zou de kamer van inbeschuldigingstelling u een advies hebben bezorgd waarin er geen juridische bezwaren worden gemaakt tegen de uitlevering, maar wel als voorwaarde wordt gesteld dat de betrokkene niet ter dood mag worden veroordeeld, een levenslange gevangenisstraf niet mag worden verkort en België geraadpleegd zou moeten worden als Tunesië, het land van herkomst, daarom vraagt.

Kan u de paradox tussen de openbare zittingen en het geheime advies verklaren? Waarom werd er in het kader van deze procedure niet gewacht op de uitspraak van het Europees Hof betreffende het verzoekschrift van de heer Trabelsi? Kan de regering van lopende zaken de beslissing tot uitlevering nemen? Zal u die uitlevering goedkeuren of bent u ertegen, aangezien het niet zeker is dat de grondrechten van de betrokkene zullen worden gerespecteerd?

Tot slot werd de betrokkene van Iltre overgebracht naar Brugge, waar hij in november in de streng beveiligde afdeling zou zijn geplaatst. Waarom werd hij naar de gevangenis van Brugge overgebracht?

10.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): De wetgever was van oordeel dat de uitleveringsprocedure in twee fasen moest verlopen: een gerechtelijke fase, controle van de uitleveringsvoorwaarden, en een administratieve fase, want het is de regering die beslist. De overgang tussen de twee fasen komt tot stand door middel van een advies. De kamer van inbeschuldigingstelling krijgt dus een semiadministratieve rol toegewezen aangezien ze een adviesorgaan van de regering wordt. Het is om die reden dat het advies altijd geheim blijft.

De eigenlijke beslissing is niet geheim, integendeel, ze wordt aan de betrokkene betekend, maar aangezien ze gestoeld is op het advies wordt de inhoud ervan door de beslissing automatisch openbaar.

Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft de Belgische overheid nog niet in kennis gesteld van de klacht, maar een dergelijke procedure heeft geen opschortende werking voor de interne procedures.

Een uitleveringsprocedure slaat op een individueel dossier. De beslissing kan dus worden genomen tijdens een periode van lopende zaken. Maar aangezien het dossier nog ter studie ligt, heb ik nog geen beslissing genomen.

Voorts communiceert het Directoraat-Generaal strafinrichtingen niet over individuele dossiers. Bijgevolg kan ik u geen bijkomende informatie geven. Maar het is waar dat de betrokkene naar een andere gevangenis werd overgebracht.

Het is toch wel jammer dat een advies dat geacht wordt vertrouwelijk te zijn in de pers komt, terwijl u het dossier aan het behandelen bent. Ik hoop dat er in dat verband een onderzoek wordt ingesteld.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van de heer Éric Jadot aan de minister van Justitie over "de bezoeksregeling en de continuïteit van de reclasseringstrajecten in de gevangenis van Tilburg" (nr. 1730)

11.01 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Uw departement huurt sinds februari 500 cellen in de gevangenis van Tilburg in Nederland. Wij hebben vernomen dat er in het kernkabinet beslist werd om er 150 extra cellen te huren. Tijdens de Europese Raad te Istanbul stelde u dat deze penitentiaire instelling model kan staan voor een goed gevangenisregime en dat een en ander een illustratie is van een degelijke grensoverschrijdende samenwerking.

De Association des visiteurs de prison francophones de Belgique wil de gevangenis van Tilburg bezoeken, maar ondervindt kennelijk moeilijkheden in dat verband. Ligt het probleem aan het feit dat het om een Franstalige vereniging gaat?

De contacten tussen de gedetineerden en de buitenwereld zijn van wezenlijk belang.

Welke maatregelen werden er genomen om een bezoeksregeling aan te bieden die evenwaardig is aan de regelingen in de penitentiaire instellingen in België?

Krijgen de Franstaligen en Nederlandstaligen die te Tilburg in de cel zitten of naar Tilburg worden overgebracht voldoende gelegenheid om te werken, een opleiding of onderwijs te volgen?

11.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): In de inrichting van Tilburg is het Belgische recht van toepassing. De interne en externe rechtspositie van de gedetineerden die daar verblijven is een zuivere Belgische aangelegenheid. Het verdrag betreft uitsluitend de huur van een inrichting op het Nederlandse grondgebied. De Belgische bezoeksregeling is er – ook voor vrijwilligers van verenigingen – van toepassing. In Tilburg vallen veel gedetineerden onder het Vlaamse stelsel. Derhalve zijn er ook meer contacten met de Vlaamse Gemeenschap. Nu moeten we de situatie grondig evalueren.

11.03 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Ik zal u na mijn bezoek een nieuwe vraag stellen.

Het incident is gesloten.

12 **Vraag van de heer Siegfried Bracke aan de minister van Justitie over "eventuele cyberrepresailles vanuit België" (nr. 1616)**

12.01 **Siegfried Bracke** (N-VA): Sympathisanten van WikiLeaks hebben een aantal cyberaanvallen uitgevoerd op de websites van Visa, MasterCard en het Zweedse openbaar ministerie. Is er al zicht op de Belgische cellen van deze groep mensen die zich Anonymous noemen? Zijn het amateurs? Wie coördineert alles op internationaal vlak? Is er een wettelijk kader om hiertegen op te treden?

12.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): In de Verenigde Staten is er een groot onderzoek gestart en ook aan ons land werd gevraagd om daaraan mee te werken. Als er links met ons land aan het licht zouden komen, wordt de Belgische politie ingelicht via internationale politiekkanalen. Het onderzoek is nog pril en er zijn nog geen aanwijzingen naar Belgische hackers. Er zijn ook nog geen klachten ingediend. De Federal Computer Crime Unit (FCCU) is het nationale contactpunt. Er worden in deze zaak nauwe contacten onderhouden met de buitenlandse politiediensten, Europol en Interpol.

De geldende wetgeving bestaat uit de bepalingen inzake informaticacriminaliteit uit 2000 in het Strafwetboek. Informaticasabotage wordt zeer ruim gedefinieerd. Er is ook een artikel van de wet op de elektronische communicatie van 2005, maar dat is eigenlijk niet bedoeld voor dergelijke ernstige aanvallen. De rechtspraak moet bepalen of het wettelijke kader volstaat. Er bestaat geen juridisch onderscheid tussen kleine garnalen of grote hackers, maar er wordt gekeken naar de gepleegde inbreuk.

De Europese Commissie heeft in november in een nieuw ontwerp van richtlijn een hedendaagse definitie vastgelegd van cybercriminaliteit. Wij hebben daar tijdens het Belgische voorzitterschap aan meegewerkt, maar dat werk is nog niet voltooid.

Wij hopen dat de richtlijn in 2011 wordt afgerond. Ze zal zeventien of achttien definities bevatten over de soorten cybercriminaliteit die kunnen bestaan. De richtlijn zal ook toelaten de strafmaten te harmoniseren en beter samen te werken op Europees niveau.

Naast het juridische kader moet er natuurlijk ook een operationeel kader zijn. Ik vind dat elk land een academische, publiek-private samenwerking moet oprichten in een gespecialiseerd, nationaal centrum. Dat hoeft niet altijd via de Veiligheid van de Staat of de politie te gaan. Wij willen op korte termijn in België netwerken installeren om sneller te kunnen reageren en samen te kunnen werken met andere landen. Cybercriminaliteit is de problematiek van de toekomst en moet een prioriteit zijn.

12.03 **Siegfried Bracke** (N-VA): Hoor ik het goed dat de minister spreekt over een pps-constructie?

12.04 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Ik bedoel daarmee dat zowel bedrijven – ik denk aan de banksector – als overheden van die nationale centra deel zullen uitmaken. Alle expertise moet worden samengebracht.

12.05 **Siegfried Bracke** (N-VA): Het verbaast mij dat de politie niet op de hoogte is van het Belgische aandeel. In de pers werd daar allusie op gemaakt. Ik vraag mij toch af waar dat dan vandaan komt.

12.06 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Het wordt niet vermeld in de politie-informatie.

Het incident is gesloten.

13 **Vraag van de heer Siegfried Bracke aan de minister van Justitie over "de staatsweddes van in opspraak gebrachte priesters" (nr. 1645)**

13.01 Siegfried Bracke (N-VA): Van pedofilie verdachte priesters werden vaak overgeplaatst naar administratieve functies waarin ze geen contact meer hadden met het publiek en zeker niet met kinderen. De motivatie daarvoor was ze aan een benoeming te helpen zodat ze een wedde van de Staat bleven ontvangen. Anders zouden ze immers ten laste van het bisdom komen en dat had dat bisdom natuurlijk liever niet.

Heeft de minister weet van dat soort praktijken? Wat vindt hij ervan? Ik neem aan van niet, maar bestaan er cijfers over?

13.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): De Staat betaalt, zoals bepaald in de Grondwet, de wedden en de pensioenen van de bedienaars van erediensten. In de Grondwet staat ook dat de Staat zich niet mag bemoeien met de benoeming of de installatie van de bedienaars van enige eredienst.

Bedienaars van erkende erediensten, aangesteld op een erkende plaats, ontvangen een wedde van de Staat. Toch zijn ze niet in dienst van de overheid. De bedienaars zijn aangesteld en benoemd door de bevoegde representatieve organen. Wat de katholieke eredienst aangaat, zijn dat de bisschoppen. De Staat treedt dus enkel op als een derdebetaler. De Staat heeft dus ook geen gezag over die personen en houdt er ook geen toezicht op.

De uitbetaling van de wedde wordt slechts toegekend of stopgezet via een opdracht van het representatief orgaan. Pleegt een bedenaar strafrechtelijke feiten of wordt hij veroordeeld, dan kan enkel de bevoegde bisschop optreden.

Mijn diensten worden niet systematisch geïnformeerd over een eventuele strafrechtelijke veroordeling en vernemen dat vaak ook maar via de pers. Het enige wat ze kunnen doen is het bevoegde representatief orgaan vragen welk gevolg daaraan intern werd verleend. Ik ben wel van plan met het College van de procureurs-generaal na te gaan hoe we ten minste systematisch kunnen worden geïnformeerd, ook vanuit het openbaar ministerie.

De overplaatsing van priesters is dus een interne kwestie die ons alleen bereikt als de overplaatsing naar een niet-erkende plaats gebeurt, zoals naar een administratieve functie. Krijgen we die informatie niet, dan wordt er ten onrechte een loon uitbetaald.

Ik beschik dus niet over cijfers van overgeplaatste priesters. Die informatie hebben de bisdommen en zo nodig kan ik mijn diensten vragen die gegevens op te vragen. Feit is dat de interne autonomie en de scheiding van Kerk en Staat grondwettelijk bepaald zijn.

Bepaalde strafrechtelijke feiten moeten door de overheid kunnen worden opgevolgd en ik denk dat er op dat vlak aanbevelingen te formuleren zijn.

13.03 Siegfried Bracke (N-VA): Het voornemen van de minister kan nuttig zijn voor de aanbevelingen die de commissie over seksueel misbruik in gezagsrelaties tegen april 2011 zal moeten formuleren.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter:** De heer Brotoorne heeft zijn vraag nr.1671 laten omzetten in een schriftelijke vraag. De andere vragen worden naar 11 januari verdaagd. Mijn vraag nr. 1701 was de omzetting van een schriftelijke vraag naar een mondelinge. Ik wil genoeg nemen met een antwoord op papier.

13.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Ik bezorg u graag het antwoord.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.09 uur.

